



Sylvain ROBERT
Maire de Lens
Président de la Communauté
d'Agglomération de Lens-Liévin

DIRECTION
Services Techniques
Cadre de vie

Affaire suivie par M. Alain DE SCHEPPER
Agent de Maitrise Principal Territorial
ADS/DPB

ARRETE 2023 - 3852

NOMENCLATURE : 8-3

ARRETE PORTANT RESTRICTION TEMPORAIRE DE CIRCULATION DES VÉHICULES ET DES PIÉTONS ET INTERDICTION TEMPORAIRE DE STATIONNEMENT DES VÉHICULES SUR LES PARCS D'ACTIVITÉS GÉRÉS PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LENS-LIÉVIN (DU GARD, LES MOULINS, LES OISEAUX, LES RENARDIERES, DE LA CROISETTE ET DU BOIS RIGAULT) SUR LA COMMUNE DE LENS POUR L'ANNEE 2024,

Le Maire de la Ville de Lens,
Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2211-1 à L.2213-6,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté municipal n° 2022-2812 du 26 septembre 2022 portant délégations à des Adjointes au Maire,

Vu la charte de l'arbre de la Ville de Lens,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2020 relative à la protection et l'indemnisation suite à dégradation sur le patrimoine arboré,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I – 8^{ème} partie sur la signalisation temporaire),

Considérant que des chantiers fixes ou mobiles tels que définis aux articles 130 et 131 de l'instruction interministérielle sus visée, nécessitent dans la majorité des cas l'application de mesures de restriction de circulation,

Considérant le caractère indispensable, fréquent constant et répétitif de certaines interventions sur les différents parcs d'activités gérés par la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin (DU GARD, LES MOULINS, LES OISEAUX, LES RENARDIERES, DE LA CROISETTE ET DU BOIS RIGAULT) sur la Commune de Lens, à la charge des entreprises SOTRAIX – ZAL de l'Épinette – 62160 AIX NOULETTE, SOTRAVEER – 170 route Zand Put Houck – 59670 WINNEZEELE, CITEOS – Route de Béthune – BP 90127 – 62054 SAINTE CATHERINE CEDEX, T2E, ZAL du 14 juillet, rue du 14 juillet 62223 SAINT-LAURENT BLANGY, IDVERDE, ZAL de l'Épinette 62160 AIX NOULETTE, et PINSON PAYSAGE NORD LENS, 14 rue de l'EUROPE 62300 LENS travaillant pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin sur la commune de Lens, désignées ci-après :

- chantiers routiers, d'espaces verts et d'éclairage public,

- renouvellement de la couche de roulement des chaussées,
- entretien de la chaussée et trottoirs par reprises localisées,
- renouvellement ou entretien des dispositifs de signalisation, de sécurité ou d'éclairage public,
- entretien des dépendances et des ouvrages annexes des routes,
- peinture routière,
- salage et déneigement,
- aménagement et entretien des espaces verts sur la voirie et annexes,
- élagage et abattage d'arbres,
- balayage des voiries.

ARRETE

ARTICLE 1 :Les dispositions suivantes pourront être appliquées par les entreprises SOTRAIX, SOTRAVEER, CITEOS, T2E, IDVERDE et PINSON PAYAGE, pendant l'année 2024, pour faciliter la réalisation des travaux sus visés et prévenir les accidents sur le territoire de la commune :

- limitation de la vitesse des véhicules à 30 km/h,
- interdiction de dépassement,
- alternat de circulation,
- interdiction de stationnement des véhicules,
- interdiction de circulation des véhicules,
- restriction et interdiction de la circulation des piétons, avec mise en place de cheminements complémentaires identifiés et sécurisés.

ARTICLE 2 :La signalisation réglementaire sera mise en place par les entreprises SOTRAIX, SOTRAVEER, CITEOS, T2E, IDVERDE et PINSON PAYAGE sur les chantiers les concernant conformément à la 8^{ème} partie du Livre I de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire en milieu urbain, précisée dans l'article 132 de cette instruction.

ARTICLE 3 :Les entreprises SOTRAIX, SOTRAVEER, CITEOS, T2E, IDVERDE et PINSON PAYAGE doivent impérativement informer les Services Techniques de la Ville de Lens avant chaque intervention par e-mail, afin d'être autorisée à intervenir sur site

ARTICLE 4 :Les entreprises SOTRAIX, SOTRAVEER, CITEOS, T2E, IDVERDE et PINSON PAYAGE seront tenues pour seules et entières responsables de tous les accidents et dommages causés aux tiers par l'exécution des travaux dans l'emprise du chantier.

ARTICLE 5 :Les entreprises SOTRAIX, SOTRAVEER, CITEOS, T2E, IDVERDE et PINSON PAYAGE sont également tenues de respecter les préconisations sanitaires en vigueur

ARTICLE 6 :Le présent arrêté sera placé à l'avant du véhicule en stationnement et sur la face interne ou à proximité immédiate du pare-brise, de manière à pouvoir être dans tous les cas facilement consulté sans que le personnel affecté à la surveillance de la voie publique ait à s'engager sur la chaussée.

ARTICLE 7 :En cas de dégradation volontaire ou non survenant sur le patrimoine arboré, le Barème d'Evaluation de la Valeur de l'Arbre approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2020 sera appliqué.

ARTICLE 8 :Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter du lundi 1^{er} janvier 2024 au mardi 31 décembre 2024 inclus.

ARTICLE 9 : Conformément à l'article L.325-1 du Code de la Route, tout véhicule ne respectant pas les mesures de circulation et de stationnement mentionnées au présent arrêté sera considéré comme gênant et pourra être verbalisé voire mis en fourrière.

ARTICLE 10 : Toute intervention ayant un impact significatif sur la circulation et/ou sur le stationnement devra faire l'objet d'une communication auprès des riverains au minimum 3 jours calendaires avant le démarrage des travaux (lettre circulaire qui devra être validée au préalable par les services municipaux).

ARTICLE 11 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de LILLE, rue Geoffroy Saint-Hilaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire, dans le même délai de deux mois.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite.

ARTICLE 12 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication sur le site internet de la Ville de Lens : www.villedelens.fr (rubrique actes administratifs), et une copie en sera adressée à Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Lens. En outre, une expédition en sera transmise au Commissaire Central de Police et de Sécurité Publique de Lens, ainsi qu'au Comptable Public.

ARTICLE 13 : Le Directeur Général des Services de la Mairie, le Commissaire Central de Police et de Sécurité Publique de Lens et le Comptable Public, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville, le 26 décembre 2023

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué,

Jean-Pierre HANON

